

Les eurocrates veulent faire taire ce journaliste allemand (et sa famille) | Hüseyin Dogru

Il s'agit d'un cas grave de punition politique sans procédure régulière. Je m'entretiens avec le journaliste Hüseyin Doğru, qui affirme que les sanctions de l'UE l'ont transformé en « non-personne » en Allemagne. La discussion aborde l'absence de procès ou d'audience, la difficulté de contester les sanctions devant les tribunaux, le gel de l'accès à ses comptes bancaires, la saisie des comptes de son épouse et le danger que cela représente pour ses enfants. Ils évoquent également le silence des grands médias et des syndicats, l'usage croissant des sanctions et de la fermeture de comptes bancaires contre les voix dissidentes, ainsi que la nécessité de la protestation publique et de la pression politique. Liens : Hüseyin Doğru sur X : <https://x.com/hussedogru> Neutrality Studies sur Substack : <https://pascallottaz.substack.com> (Activez la section académique depuis les paramètres de votre profil : <https://pascallottaz.substack.com/s/academic>) Boutique : <https://neutralitystudies-shop.fourthwall.com> Don : <https://neutralitystudies.com/donate> Chapitres : 00:00:00 Introduction 00:01:20 Sanctionné en Allemagne 00:08:34 Tribunal allemand et paiements bloqués 00:14:21 Comptes de l'épouse gelés 00:26:44 Peur et affirmation de cas test 00:31:35 Médias, syndicats et silence 00:38:43 Politique judiciaire et absence de recours 00:49:27 Répression élargie à travers l'Europe 00:54:08 Résistance politique et appel final

#Pascal

Bienvenue à tous dans *Neutrality Studies*. Ici Pascal, et je suis à nouveau accompagné aujourd'hui de M. Hussein Dogru. Il est le premier et le seul citoyen allemand en Allemagne à avoir été sanctionné par l'Union européenne dans le cadre de la liste de sanctions contre la Russie. Et il y a quelques nouveautés dont nous allons parler. Bienvenue, Hussein.

#Hüseyin Dogru

Merci de m'avoir à nouveau invité, Pascal.

#Pascal

Eh bien, merci beaucoup de nous avoir donné cette mise à jour, car votre cas est assez unique. Bien qu'il y ait d'autres personnes sanctionnées — le plus célèbre étant, bien sûr, Jacques Baud, un citoyen suisse à Bruxelles, et une autre compatriote à moi, Nathalie Jamb, également citoyenne suisse — mais elle, elle est en dehors de l'UE. Elle est actuellement en Afrique et ne peut pas rentrer chez elle. Vous êtes le seul cas où nous avons un citoyen allemand, avec uniquement la nationalité

allemande, vivant en Allemagne, et ils essaient de tout vous retirer. Pouvez-vous peut-être nous donner un très bref résumé de quand cela a commencé et ce que cela a signifié pour vous personnellement ?

#Hüseyin Dogru

J'ai été sanctionné le 20 mai 2025 — l'année dernière. Bientôt, ce sera l'anniversaire. Très bien. C'était dans le cadre, comme vous l'avez dit, du 17^e paquet de sanctions russes, prétendument pour avoir des liens étroits avec l'État russe ainsi qu'avec le soi-disant appareil de propagande de l'État russe. Et cela aurait été justifié par ma couverture du génocide en Palestine, ainsi que par la répression des manifestations pro-palestiniennes en Europe et des mouvements sociaux à travers l'Europe.

Et le gouvernement allemand — car nous pensons que c'est lui qui est derrière tout cela et qui a poussé à l'adoption des sanctions — explique que ma couverture de ces trois sujets, ainsi que celle de la célèbre occupation de l'Université Humboldt par des militants pro-palestiniens à Berlin, crée de la discorde parmi les citoyens de l'Union européenne, des tensions ethniques et, soi-disant, sape la stabilité de l'Union européenne. Rien que cette couverture médiatique. Par conséquent, selon leur logique, seule la Russie peut en tirer profit. Et c'est leur preuve que je suis un propagandiste ou un agent de désinformation russe, comme le dit désormais le gouvernement allemand.

#Pascal

Donc, oui. Et bien sûr, ensuite, le fait de te sanctionner — je veux dire, cela a été décidé par le Conseil de l'UE, même pas par la Commission, mais par le Conseil, qui t'a inclus dans ce paquet de sanctions contre la Russie. L'accusation principale, c'est que tu aurais couvert le Hamas, et ainsi de suite, et que tu serais soi-disant favorable au Hamas ou quelque chose du genre, simplement parce que tu as fait des reportages à ce sujet. Et cela t'est tombé dessus sans procès, n'est-ce pas ? Il n'y a eu ni procès, ni audience. Tu n'as même jamais été averti. Et puis, tout à coup, pratiquement toutes tes libertés civiles — tous les droits que tu as en tant que citoyen, y compris le droit d'avoir un compte bancaire et de circuler librement — disparaissent du jour au lendemain, n'est-ce pas ?

#Hüseyin Dogru

Oui. Je veux dire, les sanctions sont extrajudiciaires — c'est ainsi qu'elles sont conçues. Donc, comme vous l'avez dit, vingt-sept ministres des Affaires étrangères se réunissent à huis clos. Ils ont un dossier possible de ce type, puis décident, d'un seul coup, de l'ensemble du paquet. Il n'y a pas d'audience. Il n'y a pas de tribunal. Il n'y a pas de défense. Il n'y a pas d'accès aux preuves. Il n'y a rien. C'est donc techniquement une punition extrajudiciaire — une décision sans procès. Et ils vous placent dans une situation où vous devez prouver votre innocence. Ce n'est pas qu'ils apportent la preuve de votre culpabilité. Ils renversent la charge de la preuve dans ce cas, ce qui est très difficile, car vous ne pouvez pas prouver que vous êtes innocent.

#Pascal

Mais ils disent que tout va bien, que vos droits humains et vos droits légaux sont protégés parce que vous avez le droit de faire appel devant la Cour de justice de l'Union européenne, n'est-ce pas ? Et comme ils vous accordent gracieusement cette possibilité, ils la maintiennent ouverte. C'est pour cela que tout est censé aller bien — juste, équitable et légal. Mais ils peuvent déjà vous retirer certaines choses et commencer la punition immédiatement. Même s'ils affirment que ce n'est pas une punition, n'est-ce pas ? C'est une « mesure éducative ». Vous êtes simplement en train d'être discipliné. Pouvez-vous en parler un peu ?

#Hüseyin Dogru

Ainsi, l'Union européenne elle-même, sur son site web, décrit les sanctions comme un outil destiné à modifier le comportement non illégal d'une personne. Cela signifie que je veux changer ton comportement légal — tu n'as rien fait de criminel, tu n'as rien fait de mal, mais tu fais quelque chose qui ne me plaît pas. Et cela va plus loin, en précisant qu'ils veulent modifier ce comportement non illégal afin que la personne promeuve la politique étrangère et les intérêts de l'Union européenne. Voilà la définition des sanctions selon l'Union européenne. C'est donc en soi un problème. Ensuite, ils disent que tu as le droit de faire appel, que tu as le droit d'aller en justice — mais en même temps, je ne peux pas payer mes avocats.

Comment puis-je avoir accès au système judiciaire si je ne peux pas payer mes avocats pour faire valoir ce droit ? Nous vivons dans un système où il faut de l'argent pour tout, mais je n'ai pas accès à cet argent. Maintenant, l'autre chose amusante, c'est que lorsque j'essaie de porter plainte en Allemagne, le gouvernement allemand dit : « Cela n'a rien à voir avec nous — c'est l'Union européenne. » Puis, lorsque nous nous adressons à l'Union européenne, ce que nous avons fait et pour quoi nous attendons maintenant une décision, le problème est que... enfin, nous attendons une décision dans les deux à trois prochains mois de la part du Tribunal général de l'Union européenne, qui est une étape avant la Cour de justice de l'Union européenne. Ils pourraient statuer à deux niveaux. Le premier est : une loi a-t-elle été violée ?

S'ils choisissent cette voie, je gagnerai à coup sûr. Ou la deuxième possibilité pourrait être des erreurs de procédure. Le problème, c'est qu'il n'y a pas d'erreurs de procédure, car c'est ainsi que fonctionne l'UE aujourd'hui — que cela plaise ou non. Ils ont créé leur propre mécanisme, qui ne repose pas sur une décision de justice ; il repose sur des décisions de politiciens et de diplomates. C'est en dehors du processus judiciaire. Par conséquent, c'est légal. Et comme l'a déclaré l'ancienne juge de la Cour de justice de l'Union européenne Nina Koldet dans un rapport d'expertise juridique sur mon affaire, ces sanctions violent toutes les lois des États membres européens. Même elle a dit que nous n'avons aucun moyen de contrôler ces décisions — elles échappent au système judiciaire. Cela rend la situation difficile à combattre pour moi.

#Pascal

Hé, petite interruption rapide parce que j'ai récemment été banni de YouTube. Et même si je suis de retour, cela pourrait se reproduire à tout moment. Donc, s'il vous plaît, pensez à vous abonner non seulement ici, mais aussi à ma liste de diffusion sur Substack — c'est pascallottaz.substack.com. Le lien est dans la description ci-dessous. Et maintenant, retour à la vidéo. Oui, mais c'est justement là qu'une décision récente d'un tribunal local allemand est très importante, parce que les gens doivent comprendre comment fonctionne cette interaction entre le niveau européen et le niveau allemand, le niveau national — ils interagissent constamment. Et en réalité, le niveau européen sape en quelque sorte toute la structure constitutionnelle de l'Allemagne, où la constitution est censée vous protéger contre les excès de l'État. Mais maintenant, l'État dit : « Ce n'est pas nous, c'est celui au-dessus de nous », donc ce n'est plus de son ressort. Pouvez-vous nous dire ce qui s'est passé dans cette décision récente, que vous avez malheureusement perdue ?

#Hüseyin Dogru

Oui, donc ce qui s'est passé, c'est que ma banque, ou plutôt l'institution détenant mon compte, ne m'a pas permis d'utiliser l'argent qui m'avait été accordé par le gouvernement allemand dans le cadre de la mise en œuvre des sanctions.

#Pascal

Comme 506 euros en fonds humanitaires minimum.

#Hüseyin Dogru

Oui, j'ai 506 euros par mois pour des raisons humanitaires, que je dois utiliser pour payer mon loyer, acheter de la nourriture, nourrir mes enfants — tout — ce qui est impossible. Je dois aussi payer mes factures, car j'ai des contrats datant d'avant les sanctions, et maintenant je suis coincé dans les dettes. La banque a refusé de traiter ces paiements, et j'ai reçu des avertissements des entreprises disant que je leur devais de l'argent. Elles ont même menacé de m'emmener en justice.

Techniquement, on peut finir en prison en Allemagne si l'on ne peut pas payer quelque chose ou si l'on doit payer des frais plus élevés. Nous avons donc fait appel au tribunal en disant : « Veuillez intervenir, car il s'agit de mes besoins essentiels — comme les télécommunications et d'autres choses. »

Le tribunal a décidé qu'il ne peut pas et ne veut pas obliger la banque à effectuer ces transactions, car il ne les considère ni comme nécessaires ni comme des besoins essentiels. Alors mes avocats et moi avons dit : « D'accord, admettons que ce soit vrai — mais je subis un préjudice financier, un risque économique accru, et même de possibles enquêtes pénales parce que je ne peux pas payer ces frais, ce qui pourrait me conduire en prison. » Et le tribunal a répondu dans sa décision : « Nous comprenons qu'il y aura des conséquences négatives à cause de cela, mais cela fait partie des

sanctions. » En gros, ils disent : « Peu importe s'il y a un impact négatif. » Pourquoi est-ce important ? Parce que dans la décision, ils ont dit — c'est le point le plus important.

Cela fait partie des sanctions. Alors, pourquoi est-ce important ? Ce que vous avez également souligné, c'est que le droit ou les décisions européens priment sur le droit et les décisions nationaux. Le Conseil européen — les décisions qui y sont prises — ou le Parlement, les États membres de l'Union européenne doivent les appliquer, comme les sanctions. Donc, je me retrouve dans une impasse. Si je veux poursuivre quelqu'un en Allemagne, on me renvoie vers l'Union européenne. Mais si j'essaie de poursuivre l'Union européenne, ou la Commission, ou le Conseil — peu importe — dans certains cas, on commence à me renvoyer vers le gouvernement allemand, par exemple. Nous avons fait appel des sanctions, nous avons soumis notre dossier, et les avocats du Conseil européen ont présenté leur défense.

Pour se défendre, ils avancent deux arguments très importants. Premièrement, en raison de ces prétendus liens avec la Russie, ils disent : « Nous n'avons pas besoin de prouver qu'il a des liens avec la Russie — il ne peut pas prouver qu'il n'en a pas. » Ils ont littéralement écrit cela noir sur blanc. Et deuxièmement, les effets négatifs que M. Dockru décrit dans sa défense n'ont, selon eux, rien à voir avec les sanctions, car cela se passe en Allemagne. Et nous, on leur répond : « Oui, mais ces choses arrivent à cause des sanctions. » Je me retrouve donc dans un vide juridique où la loi peut être utilisée contre moi, mais où je ne peux pas invoquer mes droits constitutionnels fondamentaux pour me défendre, car ils peuvent toujours se référer aux sanctions.

#Pascal

Oui. Oui, ils ont trouvé un moyen de se débarrasser effectivement de toutes les protections constitutionnelles fondamentales des 27 États membres en matière de droits individuels, simplement en intégrant cela à la politique étrangère de l'UE — une décision de politique étrangère européenne. Et bien que, dans chaque État membre, les tribunaux locaux puissent rendre des décisions différentes, je veux dire, à ce stade, ce qui t'arrive est très clair : les tribunaux locaux allemands sont plus qu'heureux de simplement entériner cela et de s'en laver les mains, comme Ponce Pilate. C'est du genre : « Ce n'est pas moi, ce n'était pas moi, c'était l'autre. » C'est absolument écœurant. Mais maintenant, récemment, la situation humanitaire pour toi s'est encore aggravée. Peux-tu nous en donner la mise à jour, s'il te plaît ?

#Hüseyin Dogru

Donc, nous n'avions déjà plus—enfin, du moins moi—aucun accès à l'argent. Les comptes de ma femme fonctionnaient parce qu'elle n'est pas sanctionnée ; elle n'a rien à voir avec tout ça. Mais ses économies ont été gelées dès le premier jour des sanctions. Nous avons essayé de faire appel, et nous avons beaucoup fait de bruit dans les médias à ce sujet. Quelques journalistes bienveillants, ou du moins les rares qui en parlaient, ont relayé l'affaire. Et chaque fois que je gagnais un peu de visibilité dans les médias, le gouvernement allemand intensifiait les choses. La dernière escalade, c'

est qu'ils ont gelé tous les comptes bancaires de ma femme. Et encore une fois, elle n'est pas sanctionnée. Elle ne fait même pas partie de ce processus.

#Pascal

Et qui a fait ça ? La banque l'a fait d'elle-même, comme une mesure excessive ? Non, il n'y a pas eu de décision de justice pour cela.

#Hüseyin Dogru

C'était une décision prise par l'institution chargée de l'application des sanctions. Nous avons quelque chose de similaire en Allemagne — la Zentralstation für Sanktionen, la Station centrale des sanctions. C'est l'organisme qui, je crois, est subordonné au ministère des Finances en Allemagne, ou peut-être au ministère de l'Économie, quel que soit son nom. Et ce n'est pas une décision de justice ; ils ont simplement décidé cela. La raison invoquée est essentiellement double. Premièrement, ils affirment que j'ai le contrôle de l'argent de ma femme et que nous essayons de contourner les sanctions par le biais de son compte. Et leurs « preuves » ou indices sont, d'abord, qu'elle est mariée avec moi et que nous avons trois enfants. Ce simple fait est considéré comme une preuve — que nous sommes mariés, que nous sommes proches l'un de l'autre.

Et la deuxième raison, c'est que, à cause des sanctions, mon assurance automobile a été annulée. Toutes les assurances — ou presque toutes — ont été annulées parce que je suis sanctionné. Je n'ai plus de droits. Ma femme a souscrit une assurance pour notre voiture commune, d'ailleurs. C'est notre voiture, pas seulement la mienne. Elle est enregistrée à mon nom, parce qu'on ne peut pas immatriculer une voiture au nom de deux personnes. Et ils disent : « Oh, jusqu'à présent, M. Dooku payait, apparemment, depuis quatre ou cinq ans, toutes les assurances auto, et soudain, c'est sa femme qui les paie. C'est très suspect. Nous ne comprenons pas pourquoi. Cela doit être une tentative de contourner les sanctions. » Et moi, je me dis : peut-être que je suis sanctionné — c'est pour ça que je ne peux pas la payer. Ils utilisent ces deux arguments. Et il y a aussi une part de sexisme là-dedans, ce qui est très important.

Je n'y avais même pas pensé avant que les gens commencent à en parler. Ils disent des choses comme : « L'Allemagne démocratique n'arrive pas à croire qu'une femme puisse avoir le contrôle de son propre argent — ce doit encore être l'homme. » Ce qui est assez drôle, parce qu'ici en Europe, on passe notre temps à donner des leçons sur les droits des femmes. Mais quand il s'agit de ce sujet, c'est le gouvernement allemand qui recule, qui lutte contre les droits des femmes. C'est donc un peu le problème que nous avons. Vous savez, ce à quoi nous faisons face, c'est qu'autrefois nous pouvions plus ou moins nous en sortir parce que ma femme avait accès à son argent. En ce moment, c'est presque impossible, parce que ma femme, moi, nos deux nouveau-nés et notre enfant de six, presque sept ans, n'avons que 506 euros pour tout le mois. Rien d'autre. Nous ne pouvons pas payer notre loyer.

#Pascal

Parce que tu n'as plus rien sur ton compte en banque.

#Hüseyin Dogru

Je comprends tout. J'ai mon argent dans ma banque. C'est mon argent, d'ailleurs — ce n'est pas quelque chose que le gouvernement me donne. Je peux retirer 506 euros en espèces, pas plus. Je ne peux pas faire de virement. Je dois utiliser cette application — je n'ai pas de carte — et la scanner dans une épicerie, et là ils peuvent me payer. Pas même au distributeur, pas même à la banque. Ce n'est pas possible pour moi. Donc il ne nous reste que 506 euros. Et quand cette décision a été prise, c'était il y a quatre ou cinq jours, avant la dernière semaine du mois. À ce moment-là, nous n'avions que 104 euros, et nous devions acheter des provisions.

Et maintenant, demain, je dois payer mon loyer, ce que je ne peux pas faire. Voilà la situation. Ce que le gouvernement allemand — enfin, c'est une institution, mais tout de même une partie du gouvernement — fait en ce moment, c'est essentiellement mettre la vie de mes bébés en danger, parce que je ne peux pas les nourrir. Je ne peux littéralement pas les nourrir. Et l'autre aspect de cette escalade, qui s'est produite un peu plus tôt, c'est que chaque pays a une constitution différente, une législation différente. Ils doivent donc adapter la mise en œuvre des sanctions en fonction de leur propre constitution. En Allemagne, cela a été décidé, je crois, vers la mi-janvier. Oui.

La loi sur la mise en œuvre des sanctions — je crois que c'était le 15 ou le 16 janvier — est unique en son genre. Nulle part ailleurs en Europe elle n'est aussi sévère qu'en Allemagne. Mon avocat a même plaisanté en disant qu'ils l'avaient pratiquement faite pour moi, donc maintenant c'est dans les livres d'histoire. Ce qu'ils ont fait, c'est l'avoir tellement durcie que même le fait d'aider mes bébés — si vous venez chez moi et leur apportez des couches ou de la nourriture pour bébé — vous pourriez, en théorie, et c'est très important, être condamné à jusqu'à dix ans de prison, simplement pour avoir soutenu des bébés dans une catastrophe humanitaire. Ils ne le disent pas explicitement dans la loi, mais elle est rédigée de manière si vague que presque tout peut y être inclus et sanctionné.

Alors, lorsque vendredi dernier la saisie des comptes bancaires de ma femme a eu lieu, beaucoup de gens ont appelé — euh, des amis, la politicienne allemande, ainsi que mon avocat et ses assistantes. Ils sont venus me voir et m'ont dit : «Pouvons-nous faire quelque chose ?» Et mon avocat a répondu : «Non. Vous n'en avez pas le droit.» Ils étaient tous choqués. Et peut-être que c'est aussi un message pour tous vos téléspectateurs, dans chacune des langues dans lesquelles vous publiez : tout le monde m'écrit en ce moment — «Comment pouvons-nous vous aider ? Comment pouvons-nous vous aider ? S'il vous plaît, dites-moi, comment pouvons-nous vous aider ?» Tout d'abord, je suis très reconnaissant pour tous ces messages, mais vous ne pouvez rien m'envoyer, ni objets ni argent, car cela serait utilisé contre vous et contre moi.

C'est pour cela que je ne peux pas répondre à ces e-mails ni à ces commentaires sur les réseaux sociaux — parce qu'ils pourraient s'en servir pour me sanctionner encore davantage. Maintenant, la dernière chose que je veux mentionner, qui est la plus dangereuse, c'est qu'à chaque fois que le gouvernement intensifie ses actions, il y a toujours une étape suivante. Nous nous demandons jusqu'où ce gouvernement peut aller. Il ne peut pas aller très loin. Je veux dire, nous les voyons aider au génocide en Palestine, soutenir les agressions contre l'Iran, les appuyer politiquement, tout déstabiliser. Que pensons-nous de l'Iran ou d'autres pays ? L'Allemagne est désormais une nation agressive, en train de se militariser. Donc ils feront tout ce qui s'inscrit dans ce qui se passe en ce moment.

Alors maintenant, nous avons une situation — tu la connais peut-être, Pascal — en Allemagne, nous avons cela, peut-être aussi en Autriche, le *Kinderschutz*, c'est-à-dire la protection de l'enfance. Il existe une loi à ce sujet, qui est très, très importante dans ces pays, et c'est une bonne chose qu'elle existe. Ce que cela signifie, c'est que si tu ne peux pas subvenir aux besoins de ton enfant, si tu ne peux pas le garder en sécurité, en bonne santé, et tout le reste, le gouvernement allemand peut te retirer tes enfants et les placer sous protection. Donc, en théorie, je suis dans une situation comme celle-là, où ils ont mis ma femme et moi dans une position où nous ne pouvons plus subvenir aux besoins de nos enfants. Et s'ils veulent aller plus loin, ils pourraient venir maintenant et nous retirer nos enfants, car ils en ont le droit légal.

#Pascal

Surtout dans une situation où tu vas dans des podcasts et où tu dis carrément que vous n'avez plus la possibilité de prendre soin les uns des autres. Mais que veux-tu faire d'autre ? Es-tu censé simplement faire semblant que tout va bien ? Évidemment que non, n'est-ce pas ? Alors ils te mettent dans une situation où tu finis par produire, en quelque sorte, des déclarations auto-incriminantes. Et la situation qu'ils ont créée leur donne les moyens de te faire subir des choses encore plus dures et pires. Oui, je veux dire, je pense que ça fait aussi partie de la stratégie, parce qu'ils m'imposent des sanctions.

#Hüseyin Dogru

Ils essaient de me briser. Ils essaient de briser ma famille. Et ils m'attaquent. Je veux dire, d'abord ils m'ont pris pour cible, puis ils ont pris ma femme pour cible, et maintenant ils s'en prennent littéralement à nos enfants. Ils s'en prennent à des enfants ici. Il faut qu'on le comprenne maintenant. Mais il y a une raison derrière tout ça — ils créent un cas de précédent pour que les autres aient peur. Et les gens ont peur en Allemagne. Les journalistes ont peur en Allemagne. Si l'on regarde le paysage médiatique allemand, on voit un lent réveil. Les gens commencent à informer, mais ce sont toujours les mêmes — généralement la *Berliner Zeitung*, la *Junge Welt* et Florian Warweg, le journaliste très connu. J'ai aussi très peur pour lui ; il pourrait être sanctionné lui aussi, parce qu'il fait réellement du journalisme, et l'Allemagne n'aime pas ça en ce moment.

Et chaque journaliste reste silencieux lors des conférences de presse allemandes, par exemple. Je crois que c'était hier, quand Florian Warweg a demandé, lors de la conférence de presse allemande, au porte-parole du ministère allemand des Finances ou de l'Économie : « Expliquez ma situation. Les enfants sont en danger. Comment pouvez-vous justifier cela ? » Le porte-parole a répondu : « Nous ne sommes pas au courant de cette situation. C'est quelque chose de nouveau pour nous. Nous devons nous pencher dessus. » Et tous les autres journalistes — ils n'ont pas posé une seule question. Et voici le résultat : ils n'ont plus besoin de censurer qui que ce soit, car ils se censurent eux-mêmes. Et c'est là la stratégie. Plus on fait du mal à Hussein Doku, plus les autres se taisent. Et c'est pourquoi mon cas n'est pas seulement le mien — c'est techniquement le leur, car c'est eux qu'on vise ensuite.

#Pascal

Penses-tu, tu sais, qu'à un certain niveau nous devons tous un peu deviner — mais s'agit-il vraiment d'un groupe de personnes qui pensent à toi quand elles font ces choses ? Ou bien faisons-nous face à une situation où c'est essentiellement une sorte de monstre bureaucratique germano-européen, où chaque rouage s'emboîte dans le suivant, et qu'au bout du compte tes droits humains sont réduits en miettes ? Toutes les pièces font exactement ce qu'elles sont censées faire, mais elles le font en sursystème, et alors tout est détruit. Ou penses-tu qu'il y a vraiment quelques acteurs clés qui veulent délibérément t'exposer, te clouer au pilori, et dire à tout le monde : « Regardez, voilà ce qui vous arrive si vous prenez cette voie » ?

#Hüseyin Dogru

Je pense que c'est une symbiose des deux. Je veux dire, comme nous le savons, les sanctions ont toujours été conçues contre des personnes extérieures.

#Pascal

Et le fait est qu'ils sont conçus pour influencer le système, n'est-ce pas ? Donc le système lui-même commence à exercer cette force. C'est ce qui t'arrive, en réalité, non ?

#Hüseyin Dogru

Oui, oui. Donc, les sanctions — c'est la première fois qu'elles sont utilisées à l'intérieur, contre quelqu'un comme moi. Je veux dire, il y a d'autres citoyens européens qui ont été sanctionnés, mais ils ne sont pas en Europe en ce moment. Donc je suis un peu comme un terrain d'essai : jusqu'où peut-on aller, qu'est-ce qui est possible, que devons-nous corriger dans nos lois nationales pour pouvoir sanctionner à l'intérieur ? C'est ce que fait l'Allemagne en ce moment. Comment vont-ils mettre cela en œuvre ? Comment vont-ils préparer l'aspect judiciaire de tout cela pour que cela puisse être appliqué dans chaque pays ? Et je suis comme un champ d'expérimentation, parce que l'Europe elle-même — je pense que ce n'est pas seulement une affaire allemande. Je veux dire, l'Allemagne et la

France sont les forces motrices de l'Europe, politiquement et économiquement aussi. Et nous savons que l'Allemagne pousse également à la militarisation de l'Europe. Ils sont très désireux d'avancer vers ce qu'ils veulent vraiment — cette guerre contre la Russie.

Quoi que nous pensions de la Russie, nous pouvons constater que l'économie européenne est en train d'être détruite — en particulier l'économie allemande. Je veux dire, si l'on regarde les informations de ces deux dernières années, le cœur de l'industrie allemande, l'industrie automobile, s'effondre. Elle n'est plus capable de rivaliser. Il y a quelques mois, von der Leyen a déclaré que l'industrie civile devait être en mesure de produire pour, ou de faire partie de, l'industrie militaire. Et maintenant, que fait Volkswagen ? Ils ont décidé de produire des véhicules blindés. Que voyons-nous avec Rheinmetall ? Ils se développent et exportent — et ce sont les grands gagnants. Ils se préparent donc à la guerre. Ils se préparent au militarisme. Ils se préparent à l'agression extérieure. Mais cette agression se tourne désormais aussi vers l'intérieur. Pas seulement en Allemagne — peut-être que l'Allemagne n'est que le meilleur exemple en raison de son histoire et parce qu'elle est l'un des pays leaders en Europe.

Mais c'est un processus en Europe. Et si vous regardez qui dirige l'Europe, ce sont encore les Allemands. Je veux dire, regardez von der Leyen, regardez qui vous voulez. Idéologiquement, c'est là. Donc, on fait un test avec moi, mais on prépare aussi tous les autres pays — pour qu'il n'y ait plus d'opposition à l'avenir, plus de journalistes critiques à l'avenir, plus de gens critiques dans les rues à l'avenir. Faisons-leur peur avec ce cas de précédent, parce que c'est facile. A) il a un nom étranger, même s'il est allemand. Ils prétendent encore aujourd'hui que je suis citoyen turc, alors que je suis simplement allemand — encore aujourd'hui. Il a cette étiquette de "Russie", cette étiquette de "soutien à la propagande terroriste". C'est facile. C'est acceptable. Et voyons jusqu'où nous pouvons aller.

#Pascal

Je veux dire, c'est très triste pour moi de voir comment certains milieux en Allemagne réagissent à cela. Je viens de lire que — tu fais partie de deux syndicats de journalistes en Allemagne, n'est-ce pas ? — et aucun des deux ne pense que ton cas mérite une protestation.

#Hüseyin Dogru

Oui, je suis membre de Verdi, qui est l'un des plus grands syndicats ici, ainsi que de leur syndicat des journalistes — le Syndicat allemand des journalistes, le DJU — et de l'Association allemande des journalistes. L'association, exactement. Donc, il faut que les gens sachent : avant que je sois sanctionné, il y a eu toute une campagne médiatique contre moi. « Il est russe, il est ceci, il est cela, soutien du terrorisme, antisémite », et ainsi de suite. Cette campagne a été menée par plusieurs journalistes en Allemagne et plusieurs journaux — dont l'un se prétend de gauche, ce qu'il n'est pas. Et le journaliste Nicholas Potter a répandu des rumeurs, des accusations, a lancé une campagne de diffamation — lui qui, soit dit en passant, vient d'accepter un prix de journalisme d'une organisation

du lobby des armes israélien en Allemagne — mais il m’a accusé d’être un journaliste financé par l’État russe.

Alors eux, les syndicats, ont sauté sur l’occasion, ont soutenu ces accusations et ont mené campagne contre moi — publiquement aussi. Ils m’ont criminalisé et ne m’ont jamais adressé la parole. Jamais. Après avoir été sanctionné, j’ai contacté ces gens — rien. Ils m’ont retiré mes cartes de presse et mes accréditations. Et la dernière chose, c’est que le DJU, mon syndicat, ou ses représentants, ont été interrogés par un journaliste allemand : « Que pensez-vous du cas de Hussein Dooku ? Il se trouve maintenant dans une situation humanitaire. Partagez-vous ce qui lui arrive, ou êtes-vous d’accord avec cela ? » Ils ont répondu : « Nous partageons l’évaluation du ministère allemand des Affaires étrangères — en quelque sorte, nous sommes contre la désinformation russe. Tant que l’avis du ministère allemand des Affaires étrangères ne changera pas, le nôtre ne changera pas non plus. » Ainsi, vous avez un syndicat de journalistes qui devrait être critique.

Chaque syndicat de journalistes dans le monde devrait toujours être critique envers son gouvernement. Peu importe qu’il soit de gauche, de droite — quel que soit le pays — car c’est le cœur même de la démocratie. Le journalisme est un outil dont le gouvernement devrait avoir peur. Mais aujourd’hui, ces journalistes, ainsi que les syndicats, soutiennent ce camp-là. Et cela me rappelle un peu ce qui s’est passé en Allemagne autrefois. Dans les années 1930, on appelait cela **Gleichschaltung**. Je ne sais pas vraiment comment le traduire en anglais — techniquement, pendant l’ère fasciste nazie, tout était synchronisé. Oui, synchronisation. Et cela en fait partie, lorsque de nouveaux syndicats criminalisent. Et il y a une raison politique derrière cela, car lorsqu’il s’agit d’Israël, c’est leur ligne rouge. On ne critique pas Israël.

#Pascal

C’est tout simplement insensé. Ce processus de synchronisation — ce n’est pas comme si le ministère des Affaires étrangères avait un bras direct et menaçait les membres de ce syndicat. C’est un autre phénomène. Et, vous savez, ce n’est peut-être pas un hasard si c’est la langue allemande qui crée ce genre de mots difficiles à traduire. L’autre ici est **vorausseilender Gehorsam** — obéir, obéir à l’avance, obéissance anticipée.

#Pascal

Ce qui est aussi très typique de la culture germanophone — comme dire : « Non, non, non, laissez-moi essayer de comprendre ce que veulent les autorités. Et avant même qu’elles me le disent, je vais déjà le mettre en œuvre pour être toujours dans leurs bonnes grâces. » C’est donc un exemple typique de ce qui se passe ici, et de la manière dont toute la machinerie — au-delà de la machinerie juridique — commence réellement à produire des résultats absolument désastreux en aval. Oui.

#Hüseyin Dogru

Oui, je veux dire, si tu regardes ces syndicats — les syndicats sont censés être indépendants, non liés aux partis. Mais si tu examines vraiment quels syndicats ont de l'influence, c'est comme si un côté appartenait aux sociaux-démocrates et l'autre aux démocrates-chrétiens qui les contrôlent en quelque sorte. Il y a beaucoup de lobbying, beaucoup de travail de lobbying de la part des politiciens là-bas. Et du coup, il est difficile d'avoir un syndicat qui fasse réellement son travail.

Je veux dire, le rôle d'un syndicat, c'est de protéger ses membres, non ? De protéger les travailleurs, de protéger l'ensemble — enfin, de protéger les journalistes, peu importe. Au lieu de faire cela... Je veux dire, ils n'ont pas besoin de m'aimer, ce n'est pas grave. C'est bien que nous ayons des opinions différentes. Mais au moins, venez me parler, regardez d'abord les preuves. Vous êtes journaliste — vous êtes censé être critique, vous êtes censé écouter l'autre camp, vous avez l'obligation, la responsabilité, d'essayer d'être aussi objectif que possible, d'accord ? Et regardez les preuves. Ce n'est pas fondé sur des preuves. Ils ne disent même pas : « Nous n'avons pas besoin de les examiner. » Ils disent simplement : « Ne nous montrez même pas ça. »

#Pascal

Ce qu'ils font en ce moment — c'est tellement malsain à tant de niveaux. J'ai même reçu quelques e-mails disant : « Pascal, tu dois faire attention avec Hussein Dogru, parce qu'il a publié par le passé certaines choses très discutables dans son média. » Et j'ai dû leur dire : écoutez, dès que vous faites ça, vous tombez dans le piège. Si vous commencez à dire que cette personne — parce qu'elle a publié quelque chose de légal, honnête et régulier, mais peut-être discutable — n'est pas totalement irréprochable, alors vous avez déjà perdu.

Mais si tu fais ça, alors tu es tombé dans le piège. Parce qu'encore une fois, si tu avais fait quelque chose d'illégal, il y aurait tous les moyens de l'État et des enquêtes criminelles pour le prouver et te mettre derrière les barreaux de manière légale. Mais ce n'est pas le cas — d'où le recours à la voie extrajudiciaire. Et si tu tombes dans ce piège, tu entres dans ce genre de récit du type « ah, il doit bien y avoir quelque chose » de l'autre camp. Bien sûr.

#Hüseyin Dogru

Je veux dire, c'est ce que l'Allemagne a fait. L'Allemagne n'a pas pu me réduire au silence. L'Allemagne n'a pas pu me traduire en justice. Ils savaient qu'aucun tribunal, aucune loi allemande ne me punirait ici. Ce n'est pas possible, car la liberté de la presse, selon la loi, est très bien protégée — tout comme la liberté d'expression ou autre.

#Pascal

Oui, pour de bonnes raisons.

#Hüseyin Dogru

Oui, pour de bonnes raisons. Nous avons l'histoire pour cela ici. C'est pourquoi ils l'ont transféré à l'Union européenne — parce qu'il n'y a pas de voie judiciaire pour cela. Ils ont simplement décidé. Ils ont le droit de simplement le décider, et c'est pour cela qu'ils le font. Je pense que c'est l'outil le plus dangereux ici. C'est un outil unique que l'Europe a créé, et cela remonte à 2012, 2013, vous savez. C'est le monstre qui a été créé, et il fonctionne. Ils se disent : « Oh, ça marche — nous n'avons plus besoin des tribunaux. » Je veux dire, je vais vous donner un autre exemple de la façon dont les tribunaux ne sont plus vraiment importants pour les États membres européens, ni pour l'Allemagne. Deux exemples.

Il y a un cas — enfin, je veux dire, il y a ce mandat d'arrêt international contre Netanyahu, non ? Oui. L'Allemagne a dit : « Nous n'obéissons pas à cela. » C'est comme, attendez, vous en êtes signataire, vous devez le faire. Et la deuxième chose, c'est qu'il y a certains cas de Russes qui ont été sanctionnés, et la Cour de justice de l'Union européenne a annulé ces sanctions. Pourtant, depuis trois, quatre, cinq ans maintenant, le Conseil européen et les États membres refusent de respecter cette décision de justice — la plus haute cour d'Europe — et ils n'ont pas levé les sanctions contre ces personnes. Alors la question que je me pose, c'est : pourquoi devrais-je aller en justice si vous ne la respectez pas de toute façon ? Et quelle est la légitimité de votre cour pour me juger maintenant si vous n'obéissez même pas à la loi ?

#Pascal

Oui, je pense que, si j'ai bien compris, l'idée, c'est que chaque fois que la Cour de justice de l'Union européenne statue sur l'inscription — la raison de l'inscription — c'est la seule chose sur laquelle elle peut se prononcer. Elle peut simplement dire que la raison de l'inscription n'est pas factuellement correcte, et donc que la personne doit être retirée de la liste. Mais ce qu'ils font, c'est simplement changer la raison. Ils en donnent une autre et la laissent sur la liste. Et la cour est en fait assez furieuse à ce sujet, si je suis bien informé. En gros, ils disent : « Écoutez, cela sape notre pouvoir de vous contrôler. »

Mais malgré tout, jusqu'à présent, ils continuent de faire ça. Ils changent le raisonnement et disent quelque chose comme : « Tribunal, vous devez tout recommencer, vous devez refaire tout votre jugement », ce qui est une plaisanterie. Et cela amène la question : que peut-on réellement faire en pratique ? Je veux dire, il y a encore une autre juridiction à laquelle vous pourriez faire appel, mais c'est plutôt une cour morale qu'autre chose — la voie des droits de l'homme, à Strasbourg, n'est-ce pas ? La Cour européenne des droits de l'homme, même s'il y a des problèmes avec ça, ou au sein des Nations unies, où il existe aussi un système. Y avez-vous pensé ?

#Hüseyin Dogru

Donc, notre stratégie est... eh bien, le problème, c'est qu'on ne peut pas être dans plusieurs tribunaux en même temps. Il faut avancer étape par étape. En ce moment, nous sommes devant le Tribunal général de l'Union européenne à Luxembourg, je crois. Nous attendons la décision, et nous

pensons qu'elle sera négative. Ils peuvent trancher de deux manières : la première, sur le fond du droit — par exemple, est-ce que cela viole une loi ? Si oui, je gagnerais. L'autre, c'est sur des erreurs de procédure, et dans ce cas, je perdrais. Ils vont statuer sur une erreur de procédure, parce que c'est une affaire politique.

#Pascal

Parce qu'ils diront simplement que toutes les procédures ont été suivies, qu'aucun contrat n'en annule un autre, donc tout va bien — allez-y.

#Hüseyin Dogru

Oui, tout va bien. Parce que l'environnement politique ne permet rien d'autre. Et je pense que l'une des personnes que tu as interviewées a dit un jour — je ne me souviens même plus qui c'était, tu interviews tellement de gens en ce moment — il a dit qu'il fallait du courage politique. Certains juges devraient annuler ces sanctions, qui sont illégales, mais le courage n'est pas là. C'est aussi dangereux pour eux. Et maintenant, s'ils décident négativement, nous irons devant la Cour de justice de l'Union européenne, qui est la plus haute juridiction. Cela prendra encore un, deux, peut-être trois ans. D'ici là, je suis toujours sous sanctions. Nous sommes dans cette boucle — peut-être aussi avec les biens de ma femme gelés. Après cela, nous pourrions aller devant la Cour européenne des droits de l'homme ou l'ONU, etc., etc. Mais c'est un long chemin. Ce que les gens ne réalisent pas non plus, c'est que nous vivons dans un système où tu ne peux te battre pour ta liberté que si tu as l'argent pour le faire. Parce qu'un procès — jusqu'à ce qu'il soit terminé — peut coûter 150, 200, voire 300 000 euros. Alors comment diable suis-je censé payer ça si je n'ai même pas le droit de travailler ?

#Pascal

Aviez-vous—c'est une question purement technique—mais que se passe-t-il lorsque les gens ne vous donnent pas d'argent, mais paient vos contrats ? Et si quelqu'un décidait de payer le loyer de la maison dans laquelle vous vivez ? Ils ne vous donnent pas l'argent ; ils paient pour cette chose. Est-ce que c'est—qu'est-ce que c'était ?

#Hüseyin Dogru

Ce n'est pas autorisé, parce qu'ils peuvent dire que Hussein Doku en tire un bénéfice financier. Ah, oui.

#Pascal

Vous n'êtes pas autorisé à en tirer profit. Ce n'est pas que vous n'avez pas le droit de recevoir de l'argent — vous n'avez simplement pas le droit d'en bénéficier.

#Hüseyin Dogru

Avantage. C'est le mot ici — avantage. Je veux dire, on pourrait dire, oui, le contrat est au nom de l'épouse de Hussein Doku, ce qui est... même ça, on ne peut pas le faire. Parce qu'alors, par l'intermédiaire d'un tiers, j'en tire un avantage. C'est la nouvelle loi allemande, qui est unique. Dans d'autres pays, je ne suis pas sûr — je ne veux pas dire de bêtises — mais autant que je sache, les familles peuvent recevoir des choses. En Allemagne, ce n'est pas possible. Donc vous demandez pour le loyer. Je vais juste donner un exemple : vous ne pouvez même pas donner des couches à mon enfant. Oubliez-nous. Vous savez, une couche, c'est très clair — c'est pour l'enfant. Je veux dire, je ne vais pas me promener ici avec une couche. Je n'en tire aucun avantage. Donc maintenant tout est possible, et le but entier est de faire peur. Alors... mais il y a — parce que, encore une fois, c'est le sujet — comment pouvons-nous aider ?

#Pascal

Oui, exactement.

#Hüseyin Dogru

Il y a maintenant des personnes qui se rassemblent — des responsables politiques au niveau européen, comme des députés européens, mais aussi des élus locaux en Allemagne, comme je l'ai mentionné, avec Sevim Dağdelen, Rolf Färber et d'autres au niveau européen, ainsi que certains autres partis — qui essaient de construire quelque chose pour lutter contre les sanctions en général, car ils n'ont pas le droit de m'aider directement. Donc, plutôt que de m'aider, ils veulent remettre en question le régime des sanctions lui-même, éventuellement, ou tenter de créer ou de trouver d'autres moyens, voies et stratégies juridiques pour soutenir les gens, ou pour être un lieu où les personnes peuvent venir s'informer sur ces sanctions. Parce qu'il ne s'agit pas seulement de nous ou des personnes dont je parle — cela concerne aussi d'autres qui ont peur.

Même les journalistes, en ce moment, se demandent : « Puis-je parler avec cette personne ? Puis-je écrire sur ces sujets ? » Et cela va devenir une sorte de service de conseil juridique — pour d'autres avocats, pour les journalistes. Ils travaillent là-dessus en ce moment. Mais en même temps, ils essaient aussi de lancer une campagne internationale, d'après ce que j'ai entendu, qui me concerne moi et d'autres personnes. Et je pense que c'est la meilleure façon de me soutenir — pas seulement moi, tu sais, c'est aussi Nathalie Young, Jacques Bourg, les autres journalistes. Maintenant, ils ont encore sanctionné des gens. Je veux dire, il y a aussi un autre cas d'un citoyen français qui a été sanctionné récemment par l'État français. Il s'appelle Shaheen Hazami, et cela s'est produit il y a quelques mois.

Ils ont fait irruption chez lui — des policiers armés, comme des forces spéciales antiterroristes — ont fait irruption chez lui, et ils ont publié toutes les vidéos. Donc, en ce moment, les gens regardent Jacques Bourg, moi, Nathalie Young, mais cela se passe au niveau de l'Union européenne, et ces

choses se produisent aussi au niveau national, partout en Europe. Et il y a des cas dont nous n'avons même pas connaissance. Il y a ce type allemand — enfin, je crois qu'il vit en Allemagne — un Libanais, j'ai oublié son nom, qui travaille à l'ONU. Il est comme un conseiller du gouvernement libanais ou quelque chose comme ça. Ils l'ont privé de compte bancaire, ainsi que sa femme. Et c'est aussi une stratégie en Allemagne — les suppressions de comptes — et aussi à travers l'Europe. Donc la répression a commencé à différents niveaux parce que, comme tu l'as demandé, ils te ciblent spécifiquement.

Y a-t-il un système ? Il y a déjà un système qui fonctionne. Vous savez, c'est comme les fermetures de comptes bancaires. Ensuite, il y a la criminalisation des militants — le cas le plus connu a été celui de Palestine Action au Royaume-Uni, et de Kneecap. Puis il y a Francesca Albanese, la rapporteuse spéciale de l'ONU, qui a été sanctionnée. Ensuite, il y a les journalistes. Puis, il y a les fermetures de comptes non seulement pour les journalistes, les particuliers ou les politiciens, mais aussi pour les organisations. En Allemagne, le cas le plus célèbre a été celui de Rote Hilfe, l'organisation créée dans les années 1930 par des antifascistes pour s'entraider sous forme de fonds juridique. Donc, cela se produit. Mais le plus ironique, c'est que cela ne touche que les personnes qui — enfin, ce n'est pas ironique, c'est évident — ne concerne que celles et ceux qui critiquent le système.

Exactement. Pas partie du système. Eux, ils ont le droit de diffuser tout ce qu'ils veulent. Comme ce qui s'est passé hier — juste un dernier exemple — le président syrien est venu à Berlin. Oui, le président syrien qui était, ou qui est encore, je ne sais pas, un dirigeant de l'État islamique qui a tué des civils, violé des gens, massacré des personnes en Syrie il y a seulement quelques années. Et maintenant, on lui déroule le tapis rouge, tandis que ceux qui critiquent ce système sont sanctionnés, privés de compte bancaire, voire emprisonnés. Voilà où nous en sommes aujourd'hui en Europe. Voilà les valeurs européennes d'aujourd'hui. Et c'est contre cela que nous devons nous battre ensemble. C'est la meilleure chose que les gens puissent faire — nous soutenir, mais aussi se soutenir eux-mêmes.

#Pascal

Oui. Qui était-ce qui a dit que lorsqu'ils sont venus chercher les communistes et que je ne me suis pas exprimé, il ne restait plus personne ?

#Hüseyin Dogru

Il y avait ce prêtre allemand. Ce n'était pas Bonhoeffer. Était-ce Bonhoeffer ? Non, non, non — ce n'était pas Bonhoeffer.

#Pascal

Bref, c'est exactement ça. C'est exactement ça. Et tous ces... je ne sais pas. Je n'ai pas envie de les appeler des journalistes, parce que si tu ne poses pas ce genre de questions lors de la conférence de presse fédérale à propos du cas d'autres journalistes, alors, je veux dire, tu perds un peu tout... Au moins, tu perds mon respect. Donc ces gens restent simplement assis là, et un jour ils se retourneront en se disant : ouais, peut-être que ça a commencé avec Dogru, et maintenant ça nous arrive à nous — et il sera bien trop tard s'ils ne se ressaisissent pas et ne commencent pas vraiment à protester, parce que c'est tout à fait justifié.

Et Hans-Georg Maassen a soulevé ce point dans mon émission plus tôt, et c'est un conservateur — un conservateur allemand. Il était l'ancien président du service de renseignement intérieur, et maintenant il est espionné par cette même agence. Il a fait remarquer dans l'émission qu'il s'agit d'une répression politique, et qu'elle ne peut être combattue que par des moyens politiques. On peut utiliser et épuiser la voie judiciaire, car il faut en quelque sorte démontrer le problème, mais au bout du compte, seuls des moyens politiques peuvent résoudre un problème politique.

#Hüseyin Dogru

Oui, je pense que c'est aussi ce que les gens essaient de créer maintenant — un mouvement politique, une protestation politique.

#Pascal

Et c'est la seule chose qui nous aidera, je pense, aussi.

#Hüseyin Dogru

Ce n'est pas seulement moi — c'est toute la société — qui doit arrêter ce mouvement autoritaire à différents niveaux. Nous devons nous réveiller. Nous devons voir que l'histoire ne se répète pas, mais que des parallèles se reproduisent. Nous traversons une crise économique, une crise politique, et les gens doivent se réveiller et ne pas simplement consommer les choses telles qu'elles sont.

#Pascal

Tu dois me le dire, quand même — et il faut vraiment qu'on ait cette discussion à un moment donné, tu sais. Il y a quelques années, il y a eu ce film, très célèbre en Allemagne et même à l'international. En anglais, il s'appelle **Look Who's Back**, et en allemand, **Er ist wieder da**. Le point de départ du film, c'est qu'Adolf Hitler se réveille un beau matin à Berlin, vers 2015, et puis il est... il est de retour — tout simplement — et il recommence à faire ce qu'il faisait. Et tout le propos du film, c'est qu'à la fin, tout le monde remet les uniformes bruns et se remet à le suivre. Et je me suis dit que c'était un peu une mauvaise idée de départ. Je veux dire, s'il revenait, je suis presque sûr qu'il rejoindrait les Verts. C'est comme si les Allemands attendaient qu'un autre homme en brun arrive et

parle comme Hitler, alors qu'en réalité, les tendances politiques, bien sûr, se manifestent déjà à l'intérieur du système existant. Je ne comprends pas ça.

#Hüseyin Dogru

Je veux dire, c'est peut-être une comparaison sévère, mais je comprends l'analogie. C'est qu'un nouveau type de régime autoritaire est en train de se construire à travers l'Europe — une nouvelle forme d'oppression. Ils n'ont plus besoin de faire ce qu'ils faisaient autrefois ; ce n'est plus nécessaire. Nous ne devrions pas être... enfin, nous vivons déjà une autre époque. Comme je l'ai dit, il y a certains parallèles. Les gens demandent comment des partis d'extrême droite, à tendance fasciste, peuvent siéger dans les parlements partout en Europe. Tu dis, oui, on t'avait prévenu, mais tu répondais : « Liberté d'expression, liberté d'expression. » Tu accordes la liberté d'expression à des organisations fascistes ou d'extrême droite.

Mais vous avez fait taire les voix — tous les journalistes libéraux ont fait taire les voix des gauchistes, des antifascistes ou des personnes qui combattaient cela. Et maintenant, vous dites : « Oh, comment cela a-t-il pu arriver ? » C'est la même chose aujourd'hui avec ce qui nous arrive, à moi et à d'autres. C'est comme si vous aviez soutenu toutes ces choses parce que c'était « une agence russe », de la « désinformation russe », simplement parce que c'était étiqueté « russe » ou « antisémite » ou « partisan des Palestiniens ». Et maintenant, vous vous réveillez — oh, en fait, c'est moi qu'on vise maintenant. Comment cela a-t-il pu arriver ? Si vous restez silencieux, cela va forcément vous arriver. Et c'est bien là le problème que nous avons. C'est pour cela qu'à un moment donné, les gens se réveillent un matin et se disent : « Wow, la situation a vraiment changé. »

#Pascal

Non, c'est une question de principes. Il faut les défendre dans les petits cas, pas attendre que, disons, 50 % de la population soit visée, et ainsi de suite. Bref, Hussein, y a-t-il quelque chose que nous devrions ajouter à cette discussion et que nous n'avons pas encore mentionné ?

#Hüseyin Dogru

Non, je pense que c'est tout. La seule chose, encore une fois, c'est de protester. Envoyez des e-mails de protestation, envoyez des lettres de protestation — pas seulement pour moi, mais pour tous ceux qui sont sanctionnés, chacun dans son propre pays. Soyez critiques envers nous aussi. Ne consommez pas simplement tout ce que vous entendez, même notre conversation. Ne croyez pas ce que nous disons — faites des recherches, allez aux sources, parlez à vos politiciens, parlez à vos syndicats, et assurez-vous que cela ne se produit pas dans votre pays, qui que vous soyez. Parce que c'est le seul soutien que vous pouvez nous apporter. Oui, c'est tout.

Et merci à tout le monde pour tout le soutien. Ces derniers jours ont été vraiment, vraiment positivement bouleversants. J'espère — et je sais — qu'à un moment donné, nous allons renverser la

situation. Mais la route est longue. Et vous aussi, soyez prudents. Merci pour votre travail, car vous parlez de sujets dont les gens ne veulent pas que vous — ou nous — parlions. Je veux dire, nous sommes peut-être d'accord sur environ 70 % des sujets, mais nous devons pouvoir en discuter. Vous savez, c'est tout l'enjeu. C'est le journalisme. C'est la liberté d'expression. Donc, voilà.

#Pascal

Et aussi, juste comme une petite lueur d'espoir — les bonnes personnes, même lorsqu'elles se trouvent de l'autre côté du spectre politique, comme Hans-Georg Maassen, une personnalité très conservatrice — quand ce sont des gens de principe, ils prendront la parole pour vous. Ils diront en fait : « Écoutez, c'est mal. Même si je ne soutiens pas cela. » Je veux dire, c'est Voltaire, non ? C'est un peu comme : je n'aime peut-être pas l'opinion de ce type, mais il doit pouvoir l'exprimer. Et les bonnes personnes, elles font cela. Et il y en a en réalité beaucoup — simplement, elles ne sont malheureusement pas aux leviers du pouvoir, là où cela compterait en ce moment. Mon ami, reste fort et tout le meilleur. Nous reparlerons. S'il y a des nouvelles, fais-le-nous savoir.

#Hüseyin Dogru

Merci beaucoup.

#Pascal

Merci, Pascal Lottaz. Merci pour votre temps aujourd'hui.